16 octobre 2008

Délocalisation à Metz : La position du Snadige

Le Snadige, depuis l'annonce de la décision gouvernementale, a participé aux actions menées par l'ensemble des syndicats des personnels du système statistique public. Il est en désaccord avec la méthode initialement suivie par les services de la Présidence et du gouvernement, et s'inquiète des conséquences que la délocalisation envisagée pourrait avoir sur la qualité du service fourni à la collectivité par le service statistique public (SSP).

Le Snadige, syndicat des administrateurs et inspecteurs généraux de l'Insee, tient à expliciter sa position du point de vue des cadres qu'il représente.

1. La méthode suivie par les services de Matignon et de l'Élysée est arbitraire et incohérente ; elle ignore les principes affichés dans la loi de modernisation de l'économie

Les décisions prises pendant l'été ne s'appuyaient sur aucun plan de délocalisation, sauf un objectif quantitatif à atteindre coûte que coûte, chaque ministère étant requis de désigner les services qu'il pouvait transférer à Metz. Le service statistique public, dont l'existence et la cohérence globale sont affirmées par la nouvelle loi sur la modernisation de l'économie, n'a pas été traité en tant que tel, chaque service statistique (y compris l'Insee) étant considéré indépendamment des autres. D'où la qualification de décision arbitraire et incohérente. La mission confiée au directeur général de l'Insee et au vice-président du Cnis devrait au moins permettre de remettre un peu de cohérence dans l'approche du problème.

2. Le SSP risque de perdre dans l'opération une bonne partie des cadres expérimentés dont la délocalisation est envisagée, d'où une perte d'efficacité

A supposer que l'on transfère la direction générale de l'Insee et des services statistiques ministériels entiers à Metz, on peut redouter les conséquences que cela pourrait avoir pour le recrutement des futurs administrateurs. Les premiers échos, venant des administrateurs de tous grades et ancienneté, laissent penser en effet que l'image du corps serait dégradée. S'ajoute à cela que, dès qu'ils seront connus, les services à délocaliser risquent de connaître une hémorragie de leurs personnels, d'encadrement entre autres (ceux-ci cherchant dès que possible à retrouver un poste à Paris), sans pouvoir les remplacer rapidement par des personnels d'expérience suffisante.

On ne doit pas non plus écarter l'hypothèse de transferts de services de certains établissements régionaux de l'Insee ou de SSM à Metz. Certes, il serait peut-être politiquement difficile de faire accepter par les élus locaux une diminution des emplois de l'État dans leur région au bénéfice de Metz. Cependant, le message du directeur général diffusé au personnel le 17 septembre 2008 évoque le réseau régional au même titre que la DG et les SSM.

En tout cas, qu'ils soient à Paris ou dans une autre région, il serait trop facile d'accuser les agents qui refuseraient le transfert à Metz de « frilosité » ou de « conservatisme de privilégiés ». Ce serait ignorer deux dimensions, sociale et professionnelle, de la vie des agents concernés.

- Sociale, bien sûr, pour tous ceux dont le conjoint est également un cadre du secteur public ou privé qui devra aussi trouver un nouveau poste. Le bassin d'emploi de Metz n'offre pas autant d'emplois, de cadres en particulier, que celui de l'Ile de France ou d'autres grandes agglomérations urbaines.
- Professionnelle, aussi, car les emplois occupés par les administrateurs de l'Insee se trouvent, au-delà du SSP, dans toute la fonction publique d'État à vocation économique et financière. Un clivage géographique entre les emplois du SSP et les autres serait perçu comme un nouvel obstacle à la mobilité des administrateurs.

3. Le fonctionnement du SSP sera gravement perturbé pendant plusieurs années, surtout si l'effectif messin est important, d'où une perte de qualité du service

Une perturbation durable

Les services affectés par une délocalisation vont donc devoir fonctionner pendant la période de transition en sous-effectifs de plus en plus prononcés. Devant gérer les priorités, les services ne réaliseront que le minimum de production courante.

Une fois le déménagement réalisé, il faudra recruter sur place des contractuels ou des titulaires pour assurer les travaux avec les personnels Insee d'origine qui auront accepté de bouger. On va donc se retrouver avec un personnel presque totalement nouveau et ne connaissant généralement pas les dossiers. Ceux qui accepteront d'aller à Metz pour piloter ces services presque entièrement renouvelés auront sans doute à les porter à bout de bras un bon moment.

Des proximités essentielles supprimées

Enfin, une des caractéristiques fortes du SSP est la combinaison d'activités de production de statistiques et d'analyses économiques et sociales, y compris la prévision à court terme et l'évaluation des politiques publiques. Les cadres engagés dans ces deux types d'activités savent bien que l'osmose est meilleure si l'on peut se rencontrer à tout moment et informellement, quand l'urgence l'exige. Même en sautant dans le TGV, même en jouant de l'internet et de la vidéoconférence à tour de bras, les services délocalisés du SSP ne pourront maintenir le niveau de qualité actuel sur les deux créneaux.

Un essaimage compromis

Au-delà du SSP, la moindre mobilité des cadres de l'Insee pénalisera leur essaimage au profit de l'ensemble des services hors SSP, à Bercy, dans les organismes de Sécurité sociale, etc. En effet, la mobilité des cadres Insee est enrichissante non seulement pour les personnes, mais aussi pour les organismes d'accueil qui bénéficient des compétences que les cadres ont accumulées dans leurs postes antérieurs et dans des environnements différents. Les bénéfices apportés par cette mobilité, qui sont largement reconnus par tous, seront évidemment moindres dans le cas d'une délocalisation d'une part importante du SSP.

4. Coûts financiers et humains : la délocalisation sera coûteuse pour les finances publiques, dans une période de difficultés budgétaires

Pour inciter le plus de cadres possible à bouger de Paris à Metz, le traitement social de la délocalisation (notamment du côté familial évoqué plus haut) aura bien entendu un coût, et un coût élevé.

Si l'on doit recruter à Metz pour compenser l'évaporation, alors que les effectifs SSP restés à Paris et recasés dans le reste de l'Administration continueront à être rémunérés, cela aussi aura un impact sur le budget (sauf si les administrations d'accueil des cadres restés à Paris sont amenées à moins recruter ou à remplacer moins de départs en retraite).

Outre le déménagement proprement dit et l'aménagement ou la construction de nouveaux locaux, pour maintenir autant que possible la qualité des liens entre les pôles de production et d'analyse du SSP, il faudra augmenter significativement les équipements de communication et les budgets de déplacement.

Ne vaudrait-il pas mieux donner directement aux Lorrains l'argent que coûtera cette délocalisation pour la création directe d'emplois adaptés et l'aide aux entreprises locales?

5. Vigilance

La menace initiale d'une délocalisation massive de l'ensemble de la DG de l'Insee et des services statistiques ministériels à Metz semble moins forte aujourd'hui. Cependant, les risques que l'on a évoqués existent toujours. La possibilité d'une décision arbitraire brutale n'est pas totalement écartée. La vigilance s'impose, non seulement sur les principes qui seront affichés à l'appui de la décision finale, mais aussi sur les modalités concrètes d'une éventuelle délocalisation (au cas où celle-ci ne pourrait pas être purement et simplement abandonnée) au cours des deux ou trois années qui viennent.

Dans l'attente, le Snadige estime légitime de mobiliser les agents concernés, de l'Insee et du SSP, qu'ils soient de statut Insee ou d'autres, pour entretenir cette vigilance tout en évitant de répandre des bruits alarmistes mal fondés qui seraient de nature à les inquiéter inutilement.

**Avec les autres syndicats du SSP,
le Snadige invite les administrateurs et les inspecteurs généraux
à se joindre à la grève du 21 octobre prochain**